

Le mouvement du 10 septembre ne devrait pas avoir d'impact notable sur le pouvoir d'achat

Synthèse

Le mouvement prévu le 10 septembre, dont les contours et l'ampleur demeurent flous, ne devrait pas avoir quoi qu'il arrive d'impact significatif sur le pouvoir d'achat. Les revendications du mouvement sont nombreuses, mais elles concernent notamment le pouvoir d'achat (revalorisation des retraites par exemple). Pourtant, les mouvements sociaux ou les basculements politiques du passé, de mai 68 aux « Gilets jaunes », n'ont pas eu d'effets notables sur le pouvoir d'achat. Toute hausse sensible, durable et généralisée du pouvoir d'achat ne peut passer que par une hausse parallèle de la productivité, le reste n'est que rustines.

1. Les mouvements politiques et sociaux n'ont pas d'impact notable sur la dynamique du pouvoir d'achat

Le mouvement du 10 septembre, quelles que soient sa nature et son ampleur, n'est pas la première expression de colère ou de volonté de hausse du pouvoir d'achat des Français. Pourtant, les mouvements sociaux et politiques passés, même quand ils concernaient des revendications concernant le pouvoir d'achat, n'ont pas modifié la dynamique et la matière.

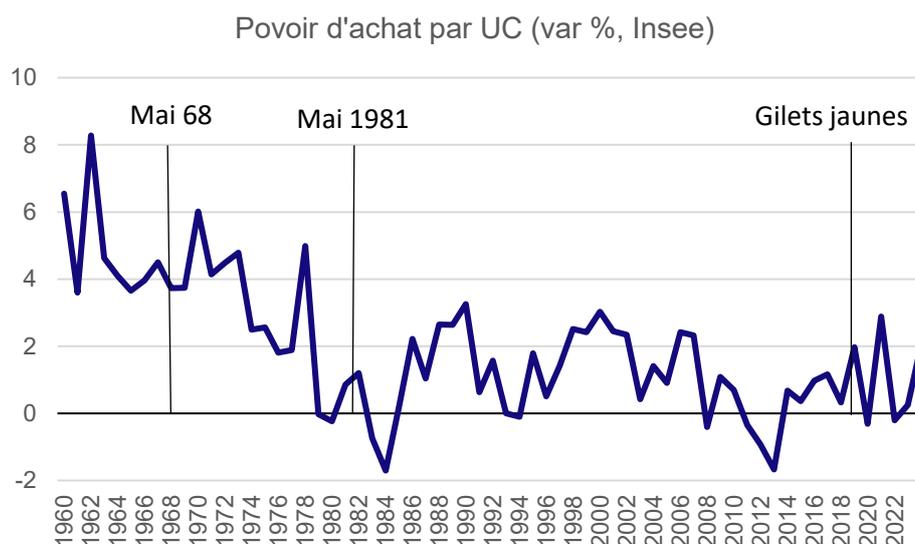
- **Mai 68 n'a pas entraîné de hausse particulière du pouvoir d'achat malgré la revalorisation des salaires.** Les accords de Grenelle ont conduit à une hausse de 10 % des salaires et de 35 % du salaire minimum. Pourtant, en 1968 comme en 1969, le pouvoir d'achat a progressé de 3,7 %¹, un rythme limité par rapport à la dynamique des « Trente Glorieuses ». D'une manière générale, l'effet des accords de Grenelle ne s'observe pas dans la dynamique de progression du pouvoir d'achat en France. Ce paradoxe apparent peut s'expliquer par le fait que, à l'époque, les salaires nominaux augmentaient d'environ 8 % à 12 % par an, accords de Grenelle ou pas (environ la moitié de progression des salaires réels et la moitié d'inflation). De plus, en 1969, une dévaluation du franc a attisé l'inflation et donc rogné les gains de pouvoir d'achat réels.

- **Les réformes de François Mitterrand suite à son élection de mai 1981 n'ont pas stimulé le pouvoir d'achat des ménages.** Le président Mitterrand a augmenté sensiblement le salaire minimum et les prestations sociales lors de son arrivée au pouvoir. Pourtant, le pouvoir d'achat n'a progressé que faiblement en 1981 et 1982, avant de chuter en 1983 et 1984. En effet, cette politique a stimulé l'inflation et conduit à des dévaluations en 1982 et 1983, ainsi qu'au « tournant de la rigueur » pour soutenir la valeur du franc. Les gains immédiats de pouvoir d'achat ont ainsi été rapidement rognés par les effets négatifs indirects de la politique menée.

- **Le mouvement des Gilets jaunes a été sans influence notable sur le pouvoir d'achat.** Des mesures modestes de soutien au pouvoir d'achat ont été annoncées en décembre 2018 pour calmer la colère des manifestants (annulation des hausses de taxes prévues, défiscalisation des heures supplémentaires ou hausse de la prime d'activité par exemple). Cependant, ces mesures étaient d'ampleur insuffisante pour avoir un

¹ Insee, pouvoir d'achat par unités de consommation

effet notable sur le pouvoir d'achat. Si les mesures prises avaient été plus importantes, elles n'auraient eu qu'un effet momentané si elles ne s'accompagnent pas d'une hausse de la productivité.

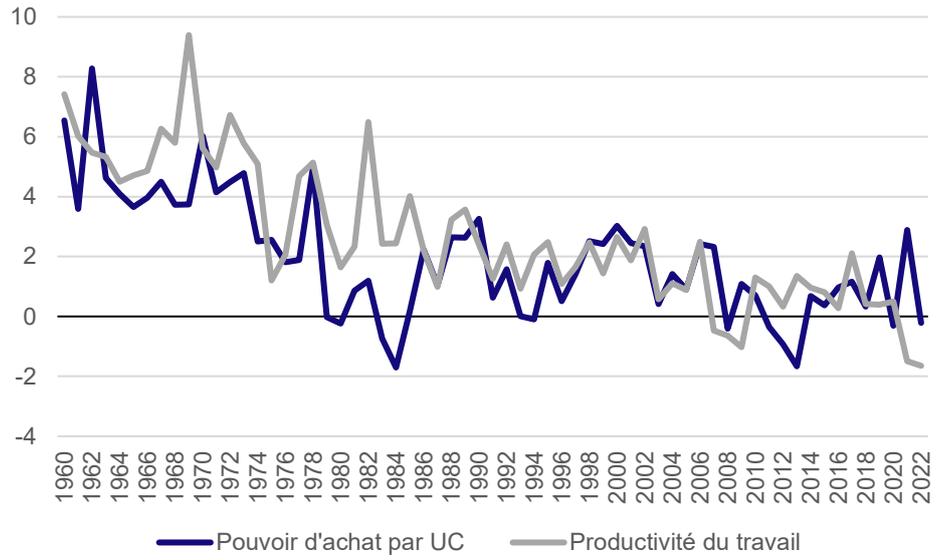


2. La productivité, clé de la hausse du pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat correspond à la capacité de consommer des biens ou des services. Si l'on souhaite manger onze pommes au lieu de dix, il faut nécessairement produire une pomme supplémentaire (sauf à creuser le déficit commercial). Ainsi, une hausse durable du pouvoir d'achat doit mécaniquement s'accompagner d'une hausse de la production. Un gouvernement peut certes financer des gains de pouvoir d'achat de plusieurs manières, qui trouvent chacune rapidement leurs limites : hausse de l'endettement public (ce qui n'est en réalité qu'un décalage temporel du pouvoir d'achat ainsi obtenu), hausse du pouvoir d'achat d'une partie de la population au détriment d'une autre (taxation des plus fortunés par exemple, ce qui n'est possible que dans des proportions limitées) hausse du salaire minimum (ce qui accroît les coûts donc les prix, ou accroît le pouvoir d'achat des salariés concernés au détriment d'autres agents économiques, ce qui équivaut à une mesure de redistribution mais non de hausse globale du pouvoir d'achat).

Une hausse du pouvoir d'achat durable et généralisée ne peut donc passer que par une hausse de la production, sans quoi le pouvoir d'achat que l'on croit avoir obtenu sera en réalité rogné à court terme par l'inflation ou à plus long terme par la dégradation des finances publiques ou des comptes externes. Pour produire plus, il est possible de travailler plus (ce qui n'est pas nécessairement souhaitable et qui serait possible dans des proportions limitées), ou de travailler mieux, autrement dit de produire onze pommes par heure travaillée au lieu de dix. Il faut pour cela - et c'est plus facile à dire qu'à faire - être mieux formé, utiliser de meilleurs outils, être mieux organisé à l'échelle d'une entreprise ou d'un pays... À long terme, les évolutions de la productivité et du pouvoir d'achat suivent des tendances identiques : depuis les « 30 glorieuses », les gains de productivité ont ralenti, et la progression du pouvoir d'achat également. Les revendications des mouvements sociaux en faveur du pouvoir d'achat devraient avant tout se focaliser sur la progression de la productivité, qui est le seul paramètre clé du sujet.

Pouvoir d'achat par UC et productivité du travail
(var %, Insee et Long term productivity database)



Rédigé le 1er septembre 2025 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco
contact@bersingeco.fr